

LE FUTUR DU CAPITALISME | LE CONSTAT

LES FIGURES HISTORIQUES: tout au long de ce supplément, en guise de fil rouge, vous trouverez le portrait de quelques personnalités qui ont marqué le capitalisme d'une façon ou d'une autre. Un choix non exhaustif et forcément subjectif.

Les figures historiques

Si savoir, c'est pouvoir, alors l'information vaut de l'or. Michael Bloomberg a bâti là-dessus l'une des dix plus grandes fortunes américaines. Suffisamment grande pour devenir maire de New York pour le salaire symbolique d'un dollar.

Depuis, son histoire a fait le tour du monde. Bloomberg a débuté chez Salo-

mon Brothers, dont il est devenu «partner» et dont il a été éjecté en 1981, avec cet argent, il a créé, pour Merrill Lynch, un système informatique qui donnait, en temps réel, les cours et leurs analyses. Bloomberg LP était né.

Michael Bloomberg n'est pas le seul membre du club des pionniers de l'information financière. Il faut également y ajouter Paul Julius Reuter, qui l'a emporté sur ses



MICHAEL BLOOMBERG

L'homme qui fait l'actualité

concurrents en confiant la transmission de nouvelles à des pigeons voyageurs, là où le télégraphe manquait encore. Et Charles Henri Dow et Edward David Jones, créateurs d'un indice boursier et d'un journal pour les investisseurs. Et encore John Moody, qui a collé une étiquette de prix sur les obligations des compagnies de chemins de fer. Leur œuvre survit dans l'agence de presse Reuters, l'indice Dow Jones, le «Wall Street Journal» et l'agence de notation Moody's.

Leur contribution au capitalisme? Sans information, pas de prix et sans prix, pas de marché. Que se passe-t-il en l'absence d'information correcte? Le meilleur exemple est celui de la voiture d'occasion. Comme le vendeur en sait bien plus sur l'auto que le candidat acheteur, le second n'a pas grande confiance dans le premier. Ce qui fait chuter le prix, même si la voiture est en bon état. Le problème est connu sous le nom d'information asymétrique. ■

B.H.

ONG vs trader

L'Afrique et la faim,
une occasion en or pour les hedge funds

Finis les produits financiers complexes, place aux investissements concrets. Aussi concrets qu'une ferme ou un champ de blé. Depuis la crise alimentaire en 2008, certains fonds d'investissement se sont rués sur les terres arables africaines, pour profiter de leur sous-exploitation et de la faim insatiable de la planète. Pour les associations humanitaires, il y a danger.



Par Serge Quoidbach, à Rome et à Londres

C'est l'histoire d'une rencontre. Celle, fictive, ubiquiste, de deux mondes que tout sépare: un fonds d'investissement et une organisation humanitaire. Depuis deux ou trois ans, ces deux mondes se croisent de plus en plus. Sur une rizière, dans un champ de jatropha ou devant une récolte de blé. Mais en arrière-plan, il y a aussi ces terres arides ou inondées, qu'arpentent des enfants mal nourris, le ventre gonflé par le kwashiorkor. Ces images, nos deux interlocuteurs les connaissent, c'est leur quotidien. Ils savent qu'il sont engagés, à leur manière, dans une course contre la montre. Et que, depuis la crise alimentaire de 2008, la montre tourne sot.

Cette rencontre commence dans les faubourgs de Rome, au bord de l'autoroute reliant la ville à l'aéroport. C'est le siège du Programme alimentaire mondial, organisme dépendant des Nations unies. Dans le bureau de Nicole Menage, directrice de l'approvisionnement, des piles de rapports, prêtes à s'effondrer, s'amoncellent au sol. Au mur, des scènes paysannes d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, mais aussi cette tapisserie du Malawi. «Je les emporte dans tous mes déplacements.» Le sourire généreux, les cheveux de jais ébouriffés, Nicole Menage se fraie un chemin jusqu'à la table de réunion.

Entre-temps arrive son associé Jack Keulemans.

“ Le but: acheter des terrains et des fermes, y apporter une technologie dernier cri, et propulser la productivité.”

Sur sa chemise à carreau, se balade son badge de travail suspendu au cou par un cordon «peace & love». Il a deux contrats dans les mains. «Tu pourrais me signer ça?», lui demande-t-il, en les déposant sur la table. «Tu verras, c'est un prix tout à fait décent.» Le premier, c'est une cargaison de riz à destination du



L'afflux des investisseurs tire vers le haut les prix des terrains, surtout ceux situés près des zones d'irrigation, des fleuves et des grandes villes.

Sri Lanka. «De la super qualité! Tu sais comme ils sont pointilleux...» L'autre, ce sont 1.000 tonnes de fèves pour le Niger, pays frappé par une sécheresse sans précédent. La denrée a été achetée au gouvernement local. «Nous faisons la distribution à leur place», me confie Nicole Menage.

Pour ses missions en 2009, le Programme alimentaire mondial a acheminé 2,6 millions de tonnes métriques de produits agricoles auprès des affamés. Coût de l'opération: près d'un milliard de dollars. En priorité, l'organisation veut acheter sa nourriture au plus près des besoins, pour soutenir aussi l'agriculture locale. Mais pas toujours. «On est dans une situation délicate», continue-t-elle. «On ne peut pas perturber le marché et alimenter une élévation des prix auprès de ces mêmes gens que nous sommes censés assister.» En temps normal, la procédure standard passe par un appel d'offres compétitif. «La meilleure offre gagne la compétition», explique Jack Keulemans. Puis nous comparons cela à l'offre régionale et internationale, compte tenu du prix de parité à l'importation. Comprenez: le prix local auquel on rajoute les frais d'acheminement. En bref, il s'agit de soutenir le maximum de gens à un coût minimum.

Une pratique bien huilée, qui s'est heurtée frontalement à la crise alimentaire de 2008 (voir aussi page suivante). «C'était très complexe», admet Nicole Menage. Il y avait une situation alimentaire très tendue dans une bonne partie de l'Afrique de l'Est et du Sud, où traditionnellement on achète beaucoup localement. Le riz, denrée de subsistance de beaucoup de pays pauvres, est entré dans la tourmente. «Le Vietnam n'exportait pas, la Thaïlande avait des restric-

tions, même l'Inde avait interdit son exportation, se rappelle Jack Keulemans, anciennement posté à Bangkok. Heureusement, l'Inde avait fait une exception pour le Programme alimentaire mondial. «Cela nous a sauvés!», soupire Nicole Menage.

PRIX DU TERRAIN, PRIX DE LA NOURRITURE: 25% DE RENDEMENT PAR AN

La crise alimentaire n'est pas passée inaperçue au sein du puissant mais discret monde des hedge funds. Nous sommes maintenant à Londres, dans une petite rue, coincée dans la verdure luxuriante de Green Park et de Hyde Park. Une Bentley noire y stationne, un homme ventripotent au volant, lunette noire et GSM à l'oreille. À l'entrée du bâtiment, le nom d'Emergent Asset Management n'apparaît nulle part sur la double porte vitrée.

En septembre 2008, au lendemain de la crise alimentaire, c'est de là qu'est parti le «African Agricultural Land Fund», l'un des plus grands fonds agricoles au monde concentrés sur l'Afrique. Le fonds a récolté une somme estimée à 3 milliards d'euros et se concentre sur une dizaine de pays de l'Afrique subsaharienne. Le ticket minimum d'entrée est de 500.000 euros pour les grosses fortunes, et 5 millions pour les investisseurs institutionnels. Son but: acheter des terrains et des fermes, y apporter une technologie dernier cri, et propulser la productivité. «Le rendement combiné de la production agricole et de l'appréciation de la valeur des terrains devrait être significatif», nous confie Paul Christie, directeur commercial d'Emergent. Sans compter les prix alimentaires qui sont condamnés à augmenter,

continue-t-il. «Au terme de la durée de vie du fonds, nous nous attendons à plus de 25% par an.»

Du pain bénit, et sans jeu de mot. Emergent n'est qu'un exemple dans cette nouvelle lame de fonds. Selon Prequin, une firme de consultance au service de l'industrie des investissements alternatifs, 71 fonds se sont lancés à l'assaut de l'Afrique, pour une valeur totale de près de 25 milliards de dollars. Selon certaines estimations, 50 millions d'hectares ont été vendus à des investisseurs, plus de 15 fois la taille de la Belgique. Les clients: des grosses fortunes, mais aussi des banques ou des fonds de pension, comme certains en provenance des Pays-Bas. Le rendement doit donc être au rendez-vous. La productivité aussi. La herse en bois cède la place aux tracteurs John Deere.

«CONTRATS LACUNAIRES ET SIMPLISTES»

Le problème, c'est que ces transactions se font à l'abri des regards. Le premier à mener l'enquête est Grain, une organisation non gouvernementale qui milite contre l'acquisition illégale de terrains agricoles. En octobre 2008, l'ONG sort une liste de 120 fonds actifs dans le rachat de terres arables au niveau mondial. On y retrouve Emergent Asset Management, un fonds de la banque allemande Deutsche Bank ou encore le fonds de pension du groupe chimique américain Dow Chemical.

Une liste qui serait restée dans la discrétion si un mois plus tard, le «Financial Times» ne révélait cette information fracassante, tant par son caractère douteux que par son gigantisme. La société sud-co-

suite en page 6